ARRÊTE DU MAIRE

OBJET : REGLEMENTATION TEMPORAIRE - Interdiction de la baignade et de la navigation des engins de plage dans la bande des 300 mètres dans la zone règlementée – Travaux nécessaires

Le Maire de la Commune de PALAVAS-LES-FLOTS,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2212-5,
Vu le Code des Ports Maritimes,
Vu le code de la sécurité intérieure,
Vu l'arrêté préfectoral autorisant les travaux de dragage,
Vu les travaux de dragage prévus à partir du 17 avril 2025 jusqu'au 2/05,

CONSIDERANT la nécessité d'interdire, pour des raisons de sécurité, la baignade et la navigation des engins de plage dans la bande des 300 mètres, qui jouxte la digue du port et du centre nautique, en raison de travaux de dragage, du 17 avril 2025 au 2 mai 2025,

ARRÊTE,

ARTICLE 1 : La baignade et la navigation des engins de plage non immatriculés sont interdites dans la bande des 300 mètres matérialisée en annexe et qui sera utilisée par la société BTMF, à compter de la signature jusqu'au 2 mai 2025.

ARTICLE 2 : La société BTMF devra prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaire pour en assurer la sécurité. A ce titre, le présent arrêté est accordé à titre précaire et révocable. Il pourra être retiré à tout moment pour des nécessités d'ordre public.

ARTICLE 3 : Ampliation de la présente sera adressée à Messieurs le Directeur Général des Services de la Mairie, le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie et le chef de poste de la Police Municipale, qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié sous format électronique sur le site internet de la mairie et télétransmis à Monsieur le Préfet de l'Hérault. Il sera également notifié au demandeur.
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux conformément à l'article L. 410-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la date de publication selon l'article R421-1 et suivants du code de justice administrative.

Fait et publié à Palavas les Flots, le 16 avril 2025

Le Maire,
Christian JEANJEAN